

## ÉCOLE

## Les référentiels au bout du chemin

Latin pour tous, apprentissage bien plus précoce d'une seconde langue (lire en page 11), sensibilisation aux questions énergétiques et climatiques, et histoire du nazisme au menu : le contenu du futur tronc commun de la première primaire jusqu'à la troisième secondaire prévu par le Pacte pour un enseignement d'excellence prend doucement



Caroline Désir (PS), ministre de l'Enseignement. © BELGA

mais sûrement forme.

Après près de deux années de travail intense, les différents groupes d'experts chargés d'élaborer les nouveaux référentiels du tronc commun sont en effet en passe de boucler leurs travaux. La mise en œuvre devrait théoriquement commencer dans les écoles dès la rentrée de septembre 2021, et ce, pour les deux premières années du primaire. Mardi, le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), les présidents de la dizaine de groupes de travail, ont levé le voile sur les objectifs pédagogiques de ce nouveau tronc qui sera commun à tous les élèves, et ce, de la maternelle jusqu'à la troisième secondaire, soit un an de plus par rapport à ce qui se fait aujourd'hui.

Le référentiel pour l'apprentissage des sciences a lui aussi été revu en profondeur, notamment à l'aune du défi climatique. Ainsi, dès la première primaire, les jeunes seront initiés aux questions énergétiques, avec un accent particulier sur la production et la consommation d'énergie thermique, la plus grosse source de gaz à effet de serre. L'objectif de cette future formation scientifique visera à aider nos jeunes à sortir des croyances pour baser leurs choix sur la science. Cet enseignement théorique sera accompagné d'expériences pratiques. S'ils apprendront les progrès et les avantages apportés par la science, nos jeunes seront aussi sensibilisés aux risques que les technologies peuvent faire peser sur la vie ou l'environnement. L'enseignement du latin fera lui aussi son retour dans les classes, et ce, pour tous les élèves dès la deuxième secondaire à raison de deux périodes hebdomadaires. Le futur tronc commun comportera aussi une dimension polytechnique, visant à développer une intelligence de la main, mais aussi initier aux technologies et au numérique. L'objectif secondaire de ces nouveaux cours sera par ailleurs d'encourager le travail collaboratif entre individus, mais aussi de développer le souci de l'autre (en invitant tout un chacun à veiller aux questions de sécurité lors des ateliers notamment). En matière d'histoire, géographie et sciences économiques et sociales, une série de thématiques seront à l'avenir enseignées bien plus précocement. Ainsi, le nazisme, qui était jusqu'ici réservé pour la fin du secondaire, sera enseigné dès la troisième secondaire. Cette logique vaudra aussi pour les questions de mondialisation, de libre-échange, de migration, etc.

BELGA

## ÉTATS-UNIS

## Weinstein ne parlera pas

Le producteur de cinéma Harvey Weinstein a confirmé mardi qu'il ne témoignerait pas lors de son procès pour agressions sexuelles, mettant fin aux dépositions et ouvrant la voie aux plaidoiries finales et à des délibérations du jury qui s'annoncent compliquées. M. Weinstein veut « raconter son histoire depuis longtemps » mais ce procès « n'était pas le bon forum », a affirmé à la sortie du tribunal de Manhattan son porte-parole, Jude Engelmayer, cité par le *Daily News*. AFP

## EPIDÉMIE

## Peste porcine : exploitants et propriétaires en colère

La crise de la PPA qui semble s'éteindre sur le terrain ne calme pas le secteur forestier, toujours concerné au premier chef par l'interdiction d'aller en forêt. Il a redit ses attentes à la ministre Tellier, qui souhaite y répondre.

JEAN-LUC BODEUX

Si la peste porcine africaine fait moins parler d'elle, le dernier sanglier contrôlé positif datant d'août, le travail intensif d'élimination dans la zone infectée et en zone d'observation renforcée se poursuit néanmoins. Et chaque jour qui passe, les exploitants et les propriétaires forestiers n'en finissent pas de voir leur manque à gagner grossir. Ils l'ont fait savoir ce mardi à Arlon à la ministre Céline Tellier (Ecolo) et le rediront le 20 février à Namur au gouvernement wallon. Ils ne voient pas grand-chose bouger pour améliorer leur situation.

La ministre de la Forêt était venue pour rencontrer le Département de la nature et des forêts et les maieurs des communes concernées. Les exploitants et propriétaires s'y sont ajoutés, transmettant quelques feuilles de doléances. Si la ministre se dit bien consciente que cette crise dépasse largement les communes, touchées à de multiples niveaux, elle affirme être favorable à un soutien financier dans les limites de ses compétences et souhaite que les ministres dotés d'autres attributions soient ouverts dans ce sens à des aides.

« J'apprécie qu'elle ait une vision à long terme pour la forêt », commente le bourgmestre virtonais François Culot, « et qu'elle scinde la peste porcine africaine (PPA) qui est d'origine conjoncturelle alors que la problématique des scolytes est structurelle, liée au réchauffement climatique. Quant aux aides de la Région pour les bois scolytés, j'ai redit qu'on ne voulait pas du prêt à taux zéro. Réfléchir à une aide interministérielle me semble judicieux de sa part ».

Pour les forestiers, la ministre souhaite répondre à leurs demandes de dia-



logue régulier et promet une réunion technique pour voir ce qui est améliorable, tout en sollicitant à nouveau en urgence le comité scientifique de l'Afscsa pour alléger les mesures d'interdiction. Une avancée que la Confédération belge du bois et les propriétaires ruraux (NTF) considèrent comme « mineure en regard de leur situation ». Leurs griefs et constats sont nombreux, mais ils estiment que l'annulation des chantiers en forêt depuis 16 mois a entraîné la perte de 100.000 euros par mois pour le secteur des travaux et de 535.000 euros pour la récolte forestière, un chiffre ensuite atténué suite aux autorisations de pouvoir abattre les arbres scolytés.

## Une volée de doléances

Ils relèvent une impossibilité de planter depuis deux automnes et une perte des jeunes plantations mort-nées, étouffées par les ronces et genêts. Et une perte complémentaire faute de pouvoir élaguer pour optimiser la qualité du bois. « De tels manques à gagner ne se récupèrent pas », clame François De Meersman, secrétaire de la Confédération du bois qui chiffre une perte de 250 emplois à terme pour l'industrie de trans-

formation.

Des solutions, propriétaires et exploitants en proposent et attendent que l'Afscsa se manifeste avec plus de rapidité que jusqu'ici. La réunion promise fin juillet en urgence par la ministre Collin n'a eu lieu qu'en novembre et la ministre actuelle en attend toujours les conclusions. « Reprendre les travaux est une priorité, moyennant le respect strict des mesures de biosécurité. On a sorti 200.000 m<sup>3</sup> de bois scolytés, sans problème de dispersion du virus », justifie François De Meersman, tout en pointant les discriminations par rapport aux autres secteurs. S'il félicite la ministre d'avoir à nouveau interdit les balades en forêt jusqu'en mai, il dit ne pas comprendre « pourquoi des agriculteurs peuvent aller sur des parcelles enclavées en forêt, pourquoi on a pu récolter des sapins de Noël en zones agricoles tout aussi enclavées, etc., alors que les ouvertures pour les forestiers se limitent à du martelage ».

Outre la relance des ventes de bois sains, le secteur souhaite aussi obtenir « une juste indemnisation car de l'enveloppe de 4 millions dégaugé l'an passé, on n'en a pas encore vu la couleur ».

La Confédération du bois chiffre une perte de 250 emplois à terme pour l'industrie de transformation. © FREDERIC HUMBERT

## éleveurs porcins « Les années 2020 et 2021 sont déjà foutues »

FREDERIC DELEPIERRE

Septembre 2018 : la crise de la peste porcine africaine se déclare. A ce moment précis, Gérard Schmitz, éleveur à Rouvroy, en province de Luxembourg, possède un cheptel de 1.000 porcs. « Les bovins représentaient 80 % de mon activité mais 40 % de mes revenus provenaient de l'élevage porcin », explique-t-il aujourd'hui. « J'ai dû abattre toutes mes bêtes. Or, avec trois autres producteurs, nous produisions 90 % des pores wallons. Depuis lors, mon bâtiment est vide. Avant, j'y venais tous les jours, plusieurs fois. Il était chauffé à 25 degrés pour les animaux et il n'y fait plus que 8 degrés. Il vieillit mal ».

L'agriculteur a du mal à se projeter dans l'avenir. L'élevage de pores est, depuis un an et demi, totalement à l'arrêt en Lorraine. Il ne pourra reprendre qu'un an après que le dernier sanglier touché par la peste sera abattu. « C'est la théorie », réagit Gérard Schmitz. « On nous a dit qu'en mars, il n'y aurait plus de sangliers dans la zone. Récemment, un ami en a vu trois dans son jardin. Il a contacté le Département nature et forêts (DNF) de la Région wallonne où on lui a dit qu'on allait venir le lendemain. Je ne critique pas ce service car



Pour compenser nos pertes, la Région wallonne nous accorde un chômage économique au cas par cas

Gérard Schmitz  
Éleveur de pores

»

une telle crise est difficile à gérer. Les moyens ne sont pas suffisants.»

Son activité porcine est à l'arrêt. Pourtant, l'éleveur n'en veut pas aux autorités. La crise est même globalement bien gérée, selon lui. « Lors du déclenchement, nous avons reçu une aide à l'abattement de nos bêtes en provenance de nos mutuelles spéciales pour les crises sanitaires », commente l'agriculteur. « Depuis, pour compenser nos pertes, la Région wallonne nous accorde un chômage économique au cas par cas. Il est calculé sur base de nos revenus des trois dernières années d'activité. Ça nous offre donc une bonne indemnité. Pour moi, c'est très bien que cette crise soit gérée au plus haut niveau par l'Europe qui reconnaît la peste porcine africaine comme l'une des cinq maladies principales dans l'élevage. Je ne suis cependant pas optimiste quant à la date de fin de cette situation. »

« On est des laissés-pour-compte » Robert, « le travail de recherche des cas de sangliers contaminés est bien effectué dans les petites chasses, mais dans les grandes, rien n'est fait. C'est pourtant indispensable si on veut que cette crise se termine. »

rons du feu.»

Lorsque la crise s'est déclarée, Robert avait un élevage de 300 pores qu'il a dû abattre. « Heureusement qu'à côté, j'ai un élevage bovin et une entreprise de transformation et une boucherie. Ça me permet de vivre », commente l'agriculteur. « Les indemnités pour l'interdiction de production de porc, ça compense un peu, mais pas totalement. »

Des pores, Robert ne pense pas en voir revenir de sitôt dans son exploitation. « Les années 2020 et 2021 sont déjà foutues », prévoit-il. « On nous a déjà annoncé que nous subirions une quarantaine d'un an après la découverte du dernier cas de contamination et que cette période pourrait ne commencer qu'en décembre. Le calcul est vite fait. Pour contrecarrer cette situation, j'aurais aimé lancer une autre activité, dans la volaille par exemple, mais je n'y suis pas autorisé sinon je perds mes indemnités. »

« Le DNF fait ce qu'il peut », ponctue Robert, « le travail de recherche des cas de sangliers contaminés est bien effectué dans les petites chasses, mais dans les grandes, rien n'est fait. C'est pourtant indispensable si on veut que cette crise se termine. »